

Recherches sociographiques



Pierre LAMONDE et Yvon MARTINEAU, *Désindustrialisation et restructuration économique : Montréal et les autres grandes métropoles nord-Américaines, 1971-1991*

François Des Rosiers

Volume 36, numéro 1, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056942ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056942ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Des Rosiers, F. (1995). Compte rendu de [Pierre LAMONDE et Yvon MARTINEAU, *Désindustrialisation et restructuration économique : Montréal et les autres grandes métropoles nord-Américaines, 1971-1991*]. *Recherches sociographiques*, 36(1), 180–184. <https://doi.org/10.7202/056942ar>

les visites et les ententes signées par le Québec au cours de la période. Cette dernière section est probablement la moins satisfaisante car elle exigerait pour être complète une évaluation des résultats obtenus ou du moins qu'on a cru obtenir. Cela ne sera pas facile car pour y arriver il faudra au préalable analyser l'environnement stratégique dans lequel le Québec évolue. Or celui-ci ne constitue un acteur véritable, de type national ou transnational, que pour un seul acteur étatique, la France, et pour une poignée de gouvernements (la Wallonie) ou d'organisations (les entreprises d'électricité du Vermont).

Chaque région du monde est passée au crible: la France, les États-Unis, l'Europe, l'Amérique latine, l'Afrique et le Moyen-Orient (le trou noir de la diplomatie québécoise), l'Asie, la Francophonie. Une synthèse comparative clôtura le tout. L'existence d'un cadre méthodologique relativement pointilleux et le fait que chacun des auteurs ait cosigné plusieurs chapitres donnent à l'ouvrage une unité de ton et d'écriture qu'on ne retrouve habituellement pas dans ce genre de collectifs.

On ne pouvait souhaiter une approche plus systématique et, même si certains diront qu'il n'était peut-être pas nécessaire d'utiliser un tel bulldozer méthodologique pour tuer une si petite mouche, on ne peut que répondre: «Oui, mais quoi d'autre?». Le simple fait que la politique extérieure du Québec se prête aussi facilement à une analyse d'une telle envergure et d'une telle rigueur témoigne mieux que tous les discours de l'existence de cette politique. C'est un acquis important.

Cette étude marque le début officiel de l'analyse scientifique des relations internationales du Québec. Dorénavant on ne pourra plus se contenter de vagues impressions sur la prétendue déchéance de cette politique. On ne pourra plus aussi y aller des «peut-être» habituels sur les mauvaises priorités ou sur le flou artistique des objectifs. Il faudra tout chiffrer ou du moins vérifier sur le terrain. Voici enfin un livre qui hausse la barre et qui permet aux chercheurs de passer à autre chose que de répéter les mêmes clichés quant à notre ouverture sur le monde.

Il ne reste plus aux auteurs et à leurs vaillants assistants qu'à passer à l'étape suivante: nous aider à comprendre les causes et les processus de l'établissement de cette politique extérieure.

Daniel LATOUCHE

INRS-Urbanisation.

Pierre LAMONDE et Yvon MARTINEAU, *Désindustrialisation et restructuration économique: Montréal et les autres grandes métropoles nord-américaines, 1971-1991*, Montréal, INRS-Urbanisation, 1992, 194 p.

Depuis deux décennies, la perte de compétitivité des secteurs traditionnels qu'ont connue plusieurs métropoles nord-américaines s'est soldée par une désindustrialisation marquée, caractérisée par une chute soutenue de la production, des emplois et des investissements manufacturiers. Du même coup, ces métropoles ont vu leur position relative dans la hiérarchie urbaine se détériorer progressivement. Face à cette situation, une double stratégie s'imposait:

il fallait d'abord restructurer, en la modernisant, la base économique métropolitaine, puis développer le secteur tertiaire, et plus spécifiquement le tertiaire exportateur de haute gamme, susceptible d'élargir les débouchés tant nationaux qu'internationaux. Mais le défi était de taille dans un contexte de forte concurrence intermétropolitaine et de déconcentration des activités économiques vers les banlieues, si bien que peu de métropoles ont jusqu'à présent réussi à le relever. C'est à la lumière de ce processus de profonde mutation des économies nord-américaines que les auteurs de cet ouvrage de 194 pages s'adonnent à une analyse systématique du cas montréalais et tentent de répondre à plusieurs questions. Peut-on là aussi parler de désindustrialisation? Quelles stratégies doit-on adopter pour renforcer la position économique de Montréal et, partant, celle de l'ensemble du Québec dont la compétitivité sur les marchés internationaux est largement tributaire de la position hiérarchique de la métropole à l'échelle du continent?

Le premier chapitre de l'ouvrage est consacré à l'analyse de la reconversion économique des métropoles américaines depuis vingt ans. Après un bref rappel de la problématique et des fondements théoriques sous-jacents à leur restructuration, les auteurs procèdent à une comparaison globale de la performance de ces métropoles entre 1970 et 1985. Citant les recherches de GOE et SHANAHAN, ils soulignent que sur 74 métropoles évaluées, 44 ont subi une déstructuration économique au cours de cette période; dans tous ces cas, le dynamisme du secteur tertiaire n'a pu pallier le recul manufacturier. Cinq métropoles font ensuite l'objet d'une analyse plus approfondie, soit Buffalo, Cleveland, Détroit, Milwaukee et Pittsburgh: chaque ville est replacée dans son contexte historique et les faiblesses structurelles qui ont affecté leur marché du travail au cours de la dernière décennie sont examinées. Les auteurs terminent par une analyse du rôle des services à la production dans le processus de restructuration économique des grandes métropoles américaines. Les conclusions qui se dégagent de ce premier chapitre peuvent se résumer comme suit: en premier lieu, le secteur des services à la production ne peut à lui seul, en dépit de son importance, compenser les pertes d'emplois massives provoquées par la désindustrialisation; par ailleurs, le développement de créneaux internationaux et de secteurs de pointe, tant secondaires que tertiaires, le statut politico-administratif d'une métropole, l'accent qu'elle met sur les activités liées à la production et à la diffusion des connaissances et, enfin, la qualité de ses infrastructures de transport et de communications constituent les ingrédients premiers d'une stratégie gagnante de restructuration.

Le chapitre 2 porte entièrement sur la croissance et la restructuration de l'économie montréalaise et comporte quatre sections. La première propose une étude du marché du travail de la région métropolitaine de Montréal (RMM). Après une comparaison globale entre les situations canadienne, américaine et québécoise qui met notamment en relief l'importance, dans ce dernier cas, du chômage non cyclique, on compare Montréal aux huit autres grandes métropoles canadiennes. On rappelle d'abord les différences structurelles significatives qui existent entre ces économies urbaines, puis on mesure pour chacune d'entre elles l'impact qu'ont eu sur la main-d'œuvre les récessions de 1981-1982 et de 1990-1991. Les auteurs se lancent ensuite dans une critique méthodologique en règle du rapport du Comité ministériel permanent du développement du Grand Montréal auquel ils reprochent leur choix des métropoles américaines qui servent de base comparative pour Montréal. Ainsi, sur dix-sept agglomérations retenues par le Comité, quatre seulement se prêteraient à une comparaison avec la métropole montréalaise avec laquelle elles partagent la caractéristique d'appartenir à la classe des métropoles de rang 2 dans la hiérarchie urbaine nord-américaine.

La seconde section s'attaque à l'étude détaillée de l'évolution des structures économiques de la RMM entre 1971 et 1991. Sur la base de leurs analyses, les auteurs affirment qu'en dépit d'une baisse annuelle moyenne de 0,3% de son emploi manufacturier entre 1980 et 1990 —et dont la récession de 1981-1982 demeure en grande partie responsable—, la RMM n'est pas en phase de désindustrialisation, les gains de productivité du travail ayant, jusqu'à présent du moins, suffi à maintenir la valeur ajoutée globale du secteur. En fait, la RMM aurait même réussi à accroître son poids manufacturier relativement à l'ensemble du Canada au cours de la décennie. Et si le dynamisme du secteur industriel du reste du Québec s'est avéré supérieur à celui de la métropole durant cette période, l'écart de performance entre Montréal et le reste de la province se révèle en réalité moins dramatique, précisent les auteurs, que ne le laisse croire le rapport du Comité interministériel permanent du Grand Montréal. Cela dit, la tendance à la déconcentration des activités manufacturières vers les régions moins urbanisées et même vers les régions rurales, observable partout en Amérique du Nord, risque d'affecter sérieusement la base économique de Montréal, si rien n'est fait pour la contrer. Dans une telle perspective, le secteur tertiaire apparaît comme le véritable moteur de l'économie de la RMM: de 1971 à 1986, 97,5% des quelque 415000 emplois qui y furent créés sont attribuables au tertiaire. C'est le secteur des services à la consommation qui constitue la source première de nouveaux emplois au cours de cette période, avec près de 47% du total des emplois créés dans la métropole. Le secteur public et celui des services à la production, quant à eux, accaparent chacun environ le quart des nouveaux emplois. Dans la période qui suit (1986-1990), ce sont cependant les services aux entreprises qui assument le rôle moteur de l'économie métropolitaine, avec près de 42% des nouveaux emplois générés contre 24% pour les services médicaux et sociaux. Comme le soulignent les auteurs, le secteur des services aux entreprises a connu, entre 1986 et 1991, un dynamisme exceptionnel partout au pays, affichant un taux de croissance annuel d'emploi de 7,7%; dynamisme exceptionnel qui ne pourra se maintenir très longtemps. Quant au rôle du secteur public dans l'économie de la RMM, il n'est pas à négliger non plus mais l'étude indique que le marché du travail de Montréal pourrait être renforcé considérablement «... si les gouvernements du Canada et du Québec reconnaissaient les besoins et les rôles spécifiques de la métropole dans l'enseignement, les services médicaux et sociaux, et l'administration publique».

La troisième section du chapitre 2 consiste en une comparaison des métropoles canadiennes sous l'angle de leur spécialisation structurelle et de leur position hiérarchique. L'analyse porte sur le secteur manufacturier et, en matière d'activités tertiaires, sur les sous-groupes du commerce, des transports et communications et du conglomérat «finance, assurances et affaires immobilières». En ce qui a trait aux activités manufacturières, on ne sera pas surpris d'apprendre que Toronto et Montréal regroupaient à elles seules en 1990 près de 34% des emplois canadiens, suivies de loin par Vancouver (4,4%). Le poids relatif des deux premières métropoles du pays est également dominant dans le secteur tertiaire, la concentration spatiale y étant cependant moins prononcée, dans l'ensemble, que dans le secteur manufacturier. Ce n'est toutefois pas le cas des activités du groupe «finance, assurances et affaires immobilières» où Toronto a pris une avance indéniable au cours des dernières décennies: le quart des emplois canadiens s'y retrouvait en 1990, contre seulement 12,2% à Montréal, ce qui fait de la première une métropole de rang 1 à l'échelle nord-américaine et relègue la seconde au deuxième rang dans la hiérarchie.

La quatrième et dernière section du chapitre 2 présente une comparaison de la RMM avec trois métropoles américaines de rang 2 qui ont connu au cours des dernières années une bonne performance de croissance, soit Baltimore, Minneapolis-St-Paul et Philadelphie. De cette analyse, il ressort en premier lieu que le secteur manufacturier constitue pour la métropole montréalaise une proportion plus importante de sa base économique et donc de sa capacité d'exportation que ce n'est le cas pour les trois autres villes, et qu'il y a donc lieu de maintenir et de moderniser ce secteur; Montréal possède également un avantage comparatif du côté des activités de «transport, communications et autres services publics», un atout majeur qu'il faut veiller à conserver. La situation est toute différente en ce qui concerne les activités commerciales et celles du groupe «finance, assurances et affaires immobilières» qui demeurent nettement sous-développées relativement aux trois métropoles américaines. Étant donné la très forte domination de Toronto dans le domaine de la haute finance, les auteurs considèrent qu'il est plus réaliste de miser sur une redynamisation du commerce de la RMM, notamment pour réduire le niveau du chômage structurel.

Le chapitre 2 se termine par des considérations stratégiques où les auteurs soulignent le caractère irremplaçable du secteur manufacturier montréalais et l'urgence de le restructurer avant que ne s'amorce un mouvement de désindustrialisation comme celui qui a frappé plusieurs villes nord-américaines au cours de la dernière décennie. On ajoute par ailleurs que si un tel mouvement n'est pas encore en vue dans l'ensemble de la RMM, il n'en est pas de même de la zone Centre de la Communauté urbaine de Montréal —ce qui correspond grosso modo à la ville de Montréal— qui a perdu 37,1% de ses emplois manufacturiers entre 1971 et 1986. Quant à la stratégie de modernisation de l'industrie montréalaise, on suggère de ne pas investir sur les seuls secteurs de pointe, très coûteux en capital et relativement fragiles puisque très dépendants des activités militaires et paramilitaires, et d'accorder la priorité aux industries de milieu de gamme du point de vue technologique. En ce qui a trait à la redynamisation du secteur tertiaire de la métropole, les auteurs soulignent que si le groupe des services à la production a connu, entre 1986 et 1990, une croissance exceptionnelle, il faut s'attendre à un ralentissement de ce rythme dans l'avenir et à une très forte concurrence intermétropolitaine. Mais c'est dans les services à la consommation, et notamment les activités touristiques, que l'on note les plus sérieuses lacunes et une absence de politique concertée en vue d'un véritable redressement de la situation, lequel pourrait fortement contribuer à abaisser le chômage dans la RMM. Enfin, la restructuration économique de la métropole passe également par un renforcement des secteurs public et parapublic, et notamment du sous-secteur de l'enseignement et des services médicaux et sociaux qui comporte une possibilité d'exportation importante.

Le chapitre 3 résume les résultats d'enquêtes exploratoires sur les achats de services aux entreprises montréalaises par quatre régions québécoises, soit les régions du Saguenay, de la Beauce, des Bois-Francs et de l'Outaouais. Au total, 37 entrevues ont été menées auprès de commissaires industriels, de représentants d'établissements manufacturiers et de fournisseurs de services. L'enquête menée auprès des commissaires industriels démontre que si l'autosuffisance en matière de services aux entreprises est le principal trait commun à toutes les régions, la région de Montréal demeure un pôle de services important pour l'extérieur. Chez les établissements manufacturiers, il ressort que les catégories de services aux entreprises retenues n'ont pas toutes la même fréquence d'utilisation: même si le taux d'achat demeure, dans l'ensemble, supérieur à 75%, seuls les services informatiques, de comptabilité et d'assurances ont été achetés par tous les établissements manufacturiers.

Comme il fallait s'y attendre, les services de type courant sont plus facilement disponibles en région alors que les services plus spécialisés se retrouvent surtout dans les grands centres urbains. Quant aux grands fournisseurs de services aux entreprises, leur structure organisationnelle repose sur l'existence de réseaux de bureaux affiliés qui leur permettent d'assurer la desserte de toutes les régions et d'y offrir une gamme complète de services. Dans la mesure du possible, les tâches sont décentralisées vers les bureaux sous-régionaux, ce qui permet de personnaliser le service, d'en améliorer la qualité et d'accroître le niveau de satisfaction du client. Quant à la concurrence entre les fournisseurs de services, elle se situe non pas entre les bureaux d'un même réseau, mais entre les différents réseaux qui luttent pour accaparer une part plus importante des marchés régionaux. La concurrence en provenance des États-Unis demeure limitée en raison de la barrière linguistique et des coûts d'adaptation en jeu. Enfin, en dépit du dynamisme des firmes montréalaises de services aux entreprises, il est illusoire de penser asseoir le développement futur de la métropole sur la seule force de son secteur tertiaire, lequel doit, pour croître, reposer sur un secteur manufacturier moderne. Outre la modernisation de la base manufacturière montréalaise, le développement de nouveaux réseaux internationaux, une meilleure intégration entre les entreprises de services d'une part et, d'autre part, l'industrie, le secteur public et les institutions d'enseignement ainsi que la revitalisation du centre-ville de Montréal sont au nombre des recommandations que formulent les auteurs sur la base des résultats de leurs enquêtes.

En guise de conclusion générale, Lamonde et Martineau rappellent d'abord certaines erreurs des métropoles américaines dans leur effort de restructuration économique: on a trop souvent mis l'accent sur le développement de grands complexes d'espaces à bureaux dans les centres-villes et d'une grappe d'établissements commerciaux axés sur la desserte du secteur touristique en négligeant de s'attaquer aux problèmes de désindustrialisation, de formation de la main-d'œuvre et d'appauvrissement des ménages dans la ville centrale. Quant à la stratégie de développement économique pour la RMM, elle devrait prioritairement reposer sur la formation de la main-d'œuvre, le maintien et l'expansion des industries existantes et le renforcement de la compétitivité des industries manufacturières de milieu de gamme du point de vue technologique. Il faut par ailleurs redynamiser l'ensemble du secteur tertiaire exportateur en misant notamment sur le développement des infrastructures touristiques et des services aux entreprises ainsi que sur une meilleure participation des firmes qui les produisent aux grands projets du secteur public québécois. On souligne enfin le rôle moteur du secteur public ainsi que la nécessité de revitaliser le centre-ville de Montréal en luttant contre l'étalement urbain.

L'ouvrage de Lamonde et Martineau brosse un tableau d'ensemble de la situation métropolitaine qui est très éloquent, fort bien documenté et particulièrement pertinent dans un contexte de mondialisation des marchés. En dépit du grand nombre de données que l'on y commente, sa structure le rend facile et agréable à lire. Bref, un ouvrage essentiel pour tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de Montréal et du Québec.

François DES ROSIERS

*Sciences de l'administration,
Université Laval.*
